



RACOP

RÉSEAU AFRICAIN DE LA COMMANDE PUBLIQUE



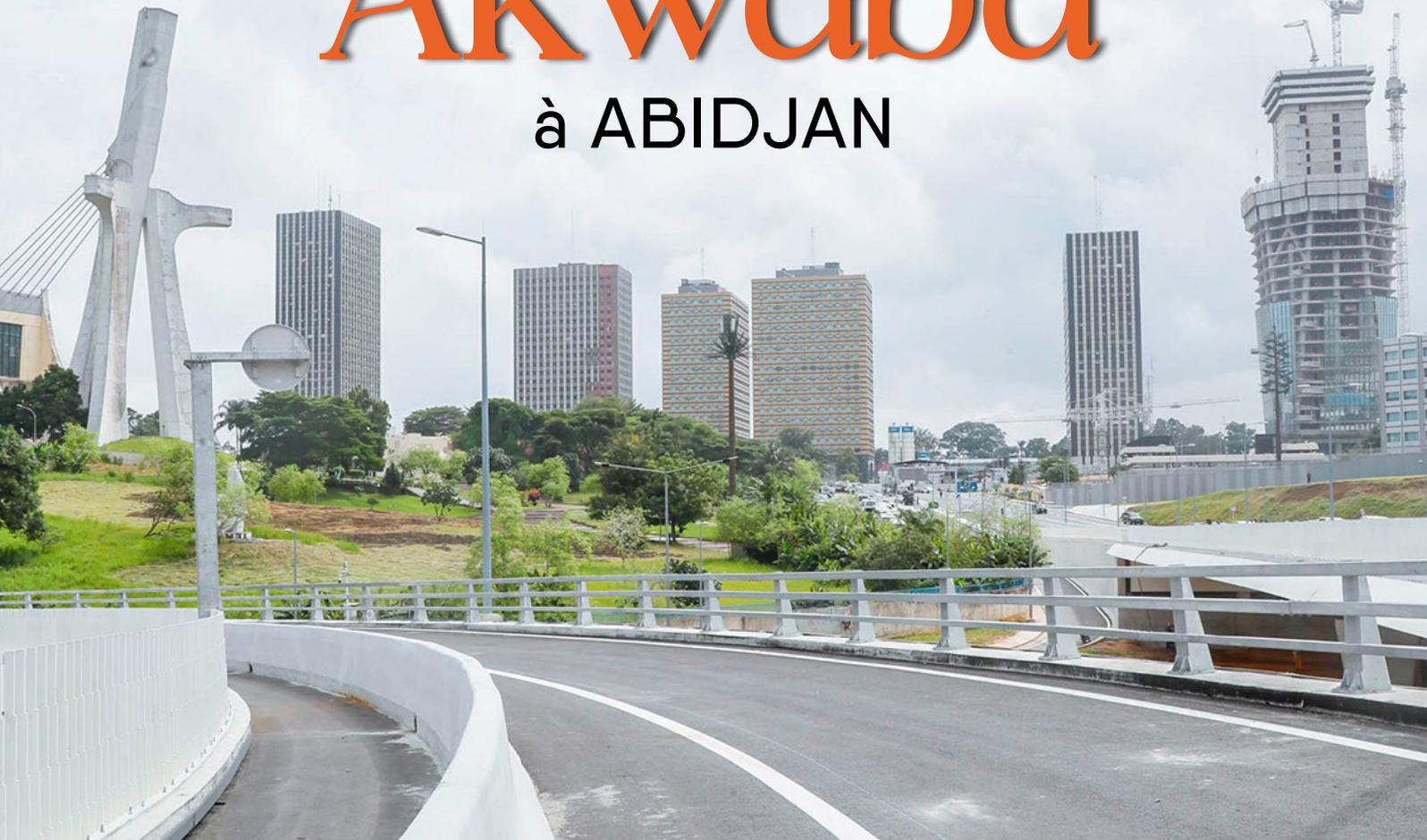
3^{ème} Assemblée Générale

13 au 16 Novembre 2023

ABIDJAN - CÔTE D'IVOIRE

Akwaba

à ABIDJAN



THÈME :

**LA COMMANDE PUBLIQUE POUR
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE**



SOMMAIRE

- 8 Mot de la Présidente du RACOP
- 10 Mot du Représentant de la Banque Africaine de Développement
- 12 Mot des Représentants de la Banque Mondiale
- 14 Mot du Représentant de la Banque Islamique de Développement
- 15 Côte d'Ivoire, Terre d'hospitalité
- 17 Programme
- 23 Note logistique
- 30 Présentation des speakers
- 47 Note conceptuelle



SEM. Alassane OUATTARA
Président de la République de Côte d'Ivoire



M. Abdourahmane CISSÉ

*Ministre, Secrétaire Général de la Présidence
de la République de Côte d'Ivoire*



M. Adama COULIBALY

Ministre des Finances et du Budget



MOT DE LA PRÉSIDENTE DU RACOP



Mme BAMBA Massanfi
Épouse DIOMANDE

*Présidente du Conseil de Régulation de
l'Autorité Nationale de Régulation des
Marchés Publics (Côte d'Ivoire)*

Honorables invités,

« **Akwaba** » en Côte d'Ivoire, terre d'hospitalité et de fraternité.

Le Réseau Africain de la Commande Publique est heureux de vous accueillir à Abidjan, en Côte d'Ivoire à l'occasion de sa 3e Assemblée Générale.

Il s'agira pour nous de poursuivre les réflexions sur l'efficacité de notre réseau, d'initier des partages d'expérience, d'acquiescer auprès



d'experts nationaux et internationaux des enseignements sur les innovations dans l'écosystème de la commande publique.

En effet, c'est bien cela le RACOP : une plateforme d'apprentissage et de réseautage permettant le renforcement des capacités de ses membres et œuvrant ainsi à la construction d'écosystèmes nationaux de la commande publique robustes, dynamiques et modernes.

Nous serons donc réunis, du 13 au 16 novembre 2023, dans le magnifique cadre du SOFITEL Abidjan Hôtel Ivoire, en présentiel ou à distance sur le thème : « La commande publique pour le développement durable en Afrique ».

C'est l'occasion pour moi de remercier le Comité Exécutif, le Secrétariat Technique, ainsi que les membres du réseau, pour leur contribution à la consolidation de nos acquis, ainsi que pour le travail accompli depuis de nombreuses années.

Mes remerciements vont également aux Partenaires Techniques et Financiers de cet évènement, la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale et la Banque Islamique de Développement, pour leur appui important à la tenue effective de cet évènement.

Cette troisième Assemblée Générale, placée sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, sera l'occasion pour les représentants des pays membres de s'entretenir sur les thématiques telles que « Le

développement socio-économique par le biais de la commande publique », « Le partenariat public-privé pour le développement des infrastructures en Afrique », « Le renforcement du rôle des entreprises appartenant à des femmes ainsi que des Petites et moyennes entreprises, à travers la commande publique », pour ne citer que celles-là.

Notre pays, la Côte d'Ivoire, mesure pleinement l'honneur qui est le sien de recevoir cette rencontre de haut-niveau et entend se montrer à la hauteur des attentes.

Excellente Assemblée Générale à toutes et à tous !



Akwaba
en Côte d'Ivoire,
terre d'hospitalité
et de fraternité



MOT DE LA REPRÉSENTANTE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT



Bajabulile Swazi Tshabalala

*Vice-présidente principale,
Groupe de la Banque Africaine
de Développement*

La Banque africaine de développement (BAD) a le plaisir de faire partie des sponsors de la troisième Assemblée Générale du Réseau Africain de la Commande Publique accueillie par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et souhaite la bienvenue aux participants. L'organisation de l'Assemblée Générale en Côte d'Ivoire est d'une importance capitale pour la BAD étant donné que Abidjan en est le siège. AKWABA!

Au fil du temps, la Haute Direction de la Banque a montré son engagement à soutenir les réformes et la modernisation des marchés publics dans ses pays membres régionaux. A cet égard, la Banque africaine de développement est fière d'avoir posé les fondations de la création du RACOP au cours du Forum de Haut-Niveau sur les marchés publics en 2017 à Johannesburg. Le RACOP a été formellement créé en 2018 à Lomé au Togo avec le soutien de la Banque et en collaboration avec les autres partenaires.

Depuis sa création, le Réseau a évolué. Il offre de multiples opportunités à ses membres comme plateforme d'échanges et de partage d'expériences, et ce, en dépit des défis rencontrés notamment durant la pandémie de la covid19. Ceci est consolidé au cours des réunions de l'Assemblée Générale et la Banque saisie cette opportunité de pouvoir joindre sa voix aux discussions et contribuer ainsi à la promotion des réformes des marchés publics en Afrique.

Le thème de cette Assemblée Générale : "La Commande publique pour le développement durable en Afrique" est opportune. Ce thème permettra aux participants d'explorer les opportunités pour une coopération régionale optimale sur les marchés publics, ainsi qu'une meilleure contribution au développement durable



en Afrique. Ce sera également l'occasion pour les participants d'échanger et de se familiariser avec les thèmes émergents dans le domaine des marchés publics tels que le développement socio-économique, la promotion du genre, la lutte contre la corruption et l'investissement dans le capital humain afin d'améliorer la performance des systèmes des marchés publics.

La Banque africaine de développement est honorée de fournir un appui technique et financier pour l'organisation de cette troisième Assemblée Générale du RACOP du 13 au 16 novembre 2023 après le succès retentissant de la première et de la seconde Assemblée Générale du RACOP

au Sénégal et en Eswatini en 2019 et 2022 respectivement.

La Banque croit fermement que ces rencontres contribueront au renforcement des liens et des relations entre les pays membres régionaux, et de ce fait renforcer le développement à travers le bon fonctionnement de cet important réseau. Nous voudrions vous assurer que la Banque africaine de développement continuera de soutenir le RACOP et d'explorer les moyens pour assurer sa pérennité. Sur ce, la Banque souhaite plein succès à la troisième Assemblée Générale du Réseau Africain de la Commande Publique.



MOT DES REPRÉSENTANTS DE LA BANQUE MONDIALE



BANQUE MONDIALE

Salutations.

Au nom de la Banque mondiale, nous vous souhaitons chaleureusement la bienvenue à la troisième Assemblée générale du Réseau Africain de la Commande Publique (RACOP). Avant tout propos, nous souhaitons adresser toutes nos félicitations au Gouvernement de Côte d'Ivoire pour avoir accueilli cet événement dans la belle ville d'Abidjan.

Cette Assemblée est un événement important qui rassemble les responsables des marchés publics de divers pays africains, des experts ressources internationaux et régionaux et des représentants de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Islamique de Développement. Nous avons tous un intérêt dans les marchés publics, car l'efficacité du développement économique de l'Afrique dépend dans une large mesure de la performance des systèmes de marchés publics des pays représentés ici.

Le RACOP est le plus grand réseau formel d'approvisionnement au monde. Quarante-trois pays africains ont signé les statuts du RACOP. Il continue de fournir une plate-forme d'apprentissage et de mise en réseau pour les décideurs et les praticiens des marchés publics. Il

facilite l'échange de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques à travers des sessions d'échange de connaissances et des webinaires sur les marchés publics sur des sujets d'intérêt pour ses pays membres. Le réseau est devenu une plateforme importante de coopération régionale pour l'amélioration continue des systèmes de marchés publics.

Les marchés publics jouent un rôle crucial dans la croissance économique de l'Afrique en promouvant les industries locales, en favorisant l'innovation, en améliorant la gouvernance et en renforçant l'inclusion économique. Pour libérer pleinement le potentiel des marchés publics, les pays africains doivent garantir la transparence, la responsabilité et l'équité dans leurs processus de passation des marchés. Renforcer les cadres juridiques, investir dans le renforcement des capacités, encourager la collaboration entre les secteurs public et privé et utiliser efficacement les technologies innovantes sont des étapes essentielles pour exploiter le pouvoir de transformation des marchés publics pour les économies africaines. Nous sommes heureux d'apprendre que le RACOP a contribué aux efforts de ses pays membres pour les aider à atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus de leurs systèmes de marchés publics.



Le RACOP revêt une immense importance pour le développement économique de l'Afrique, car ses efforts renforcent l'intégration régionale, stimulent la croissance économique et favorisent le développement durable. L'adoption du RACOP offre aux nations africaines l'opportunité de maximiser les avantages des marchés publics, de créer un environnement commercial propice et d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable – dont l'objectif principal est d'élever le niveau de vie des peuples d'Afrique.

Nous espérons que le RACOP poursuivra et étendra ses efforts en faveur d'une intégration et d'une harmonisation régionales plus fortes, et qu'il encouragera une collaboration renforcée au sein des membres du réseau. La Banque mondiale, aux côtés des autres partenaires de développement, a soutenu et continuera de soutenir le RACOP dans ces efforts.

Nous vous encourageons à profiter de votre séjour dans ce magnifique pays hôte et à contribuer à des conclusions et recommandations fructueuses pour le développement économique continu de l'Afrique.

Ousmane Diagana
*Vice-Président régional
pour l'Afrique de l'Ouest et
du Centre*

Victoria Kwakwa
*Vice-présidente régionale
pour l'Afrique de l'Est et
australe*

Ferid Belhaj
*Vice-président régional
pour la Région Moyen-
Orient et Afrique du Nord*



MOT DU REPRÉSENTANT DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT



Aamir Mir

*Responsable de la Division des achats
et de la gestion financière des projets*

La Banque Islamique de Développement participe à la 3ème Assemblée Générale du RACOP, qui est un haut forum qui favorise l'échange et la réflexion sur des questions cruciales, notamment celles liées au développement durable.

La participation de la Banque témoigne de son intérêt constant pour le RACOP et de sa volonté d'accompagner la réflexion de ses pays membres sur les questions susceptibles d'améliorer leur cadre de passation des marchés. Soutenir le développement durable en Afrique à travers les marchés publics implique de mettre en place un cadre juridique et opérationnel qui encourage et facilite le recours aux marchés publics durables dans leurs dimensions sociales, économiques et environnementales.

Il existe des opportunités de développement durable en Afrique grâce aux marchés publics. La prise en compte de la dimension développement durable dans les marchés publics reste un atout majeur pour l'Afrique si les défis et problèmes qui y sont associés sont bien identifiés et des stratégies sont mises en place pour les appliquer efficacement.

La Banque Islamique de Développement espère que les discussions et les différentes sessions seront fructueuses et aboutiront à des conclusions qui permettront de faire de grands progrès sur les enjeux et défis des marchés publics pour le développement durable en Afrique.

Je vous souhaite à tous du succès.

CÔTE D'IVOIRE, TERRE D'HOSPITALITÉ



La Côte d'Ivoire est un État situé en Afrique de l'Ouest, d'une superficie de 322 463 km², elle est bordée au nord-ouest par le Mali, au nord-est par le Burkina Faso, à l'est par le Ghana, au sud-ouest par le Liberia, à l'ouest par la Guinée et au sud par l'océan Atlantique. En 2021, sa population était estimée à 29 389 150 habitants.

Yamoussoukro est la capitale politique et administrative et Abidjan la capitale économique. La langue officielle est le français, le pays regroupant plus de 60 ethnies réparties dans 4 grands ensembles : les Akans, les Mandés, les Krous et les Voltaïques. Sa monnaie est le franc CFA et le pays est membre de plusieurs organisations telles que la CEDEAO, l'Union africaine (UA), l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), l'Organisation des Nations unies (ONU), la Banque africaine de développement (BAD).

Au plan économique, la Côte d'Ivoire a un poids important dans la sous-région ouest-africaine, contribuant à près de 40 % au PIB de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Dans le secteur agricole, le pays est le 1er producteur mondial de cacao avec plus de 40 % du marché et est également le 1er producteur mondial d'anacarde,

avec 20% de la production. Il figure aux premiers rangs africains pour plusieurs autres productions agricoles d'exportation (caoutchouc, coton, café, palmier à huile, banane, ananas et cola).

Le secteur primaire est principalement axé sur l'agriculture, avec 22% du PIB ; le secteur secondaire, qui compte également pour environ 22% du PIB, concerne principalement le raffinage de pétrole, l'énergie, l'agro-alimentaire et le BTP ; enfin, le secteur tertiaire, prépondérant à environ 56% du PIB, est dominé par les télécommunications, les transports, le commerce et les activités financières.

Après une croissance économique de 8 % par an entre 2012 et 2019, celle-ci s'est établie à 2,3 % en 2020 malgré le contexte sanitaire mondial et ses conséquences économiques (contre 6,7 % initialement prévue par le FMI).

Les perspectives sont bonnes pour la Côte d'Ivoire et ses habitants, le programme national de développement (PND) pour la période 2021-2025 prévoit en effet de grandes réformes structurelles visant à stimuler une croissance soutenue, tirée notamment par le secteur privé.





Au plan touristique, le pays possède une grande variété de monuments historiques. La ville historique de Grand-Bassam, première capitale de la Côte d'Ivoire, est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2012. Première capitale coloniale portuaire, économique et juridique du pays de la fin du XIXème siècle à la première partie du XXème siècle, Grand-Bassam offre une architecture et un urbanisme colonial, qui témoigne de l'histoire de la Côte d'Ivoire.

À Yamoussoukro, la basilique Notre-Dame-de-la-Paix de Yamoussoukro inaugurée et consacrée par le pape Jean-Paul II en 1990, est une réplique de la basilique Saint-Pierre de Rome et peut accueillir, dans sa partie centrale 18 000 personnes dont 7 000 assises, 30 000 personnes debout sur son parvis et plus de 150 000 personnes debout dans l'espace compris entre les colonnes de son esplanade. Elle est également considérée comme l'un des édifices religieux les plus grands et les plus vastes au monde.

Dans le nord du pays, des édifices religieux musulmans de style soudanais caractérisés par un type d'architecture introduit dans l'Empire du Mali sont également remarquables. Les plus significatifs sont la mosquée de Kaouara (département de Ouangolodougou), la mosquée de Tengréla, la mosquée de Kouto, la mosquée de Nambira (sous-préfecture de M'Bengué), les deux mosquées de Kong ayant, selon les spécialistes, une triple valeur architecturale, historique et patrimoniale.

Enfin, il faut noter que le sport et la culture occupent une place très importante dans le cœur des Ivoiriens. Ainsi, plusieurs ivoiriens se sont distingués dans ces domaines, à l'instar de Didier DROGBA, légende du Chelsea FC (Angleterre) et l'un des meilleurs attaquants de sa génération, ou encore Alpha BLONDY musicien considéré comme l'un des artistes les plus emblématiques et influents d'Afrique.





PROGRAMME

Jour 1

Heure	Objet	Personnes ressources
08:30-09:00	Inscription	Hôte
CEREMONIE D'OUVERTURE		
09:00-09:10	Mot de bienvenue de la Présidente du Réseau Africain de la Commande Publique	Mme BAMBA Massanfi épouse DIOMANDE , Présidente du Conseil de régulation de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics de Côte d'Ivoire (ANRMP)
09:10-09:20	Mot du Ministre en charge des Marchés Publics en Côte d'Ivoire	M. Adama COULIBALY , Ministre des Finances et du Budget
09:20-09:40	Mot des sponsors, Partenaires techniques et financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Mme Swazi Bajabulile TSHABALALA, Première Vice-Présidente, Banque Africaine de Développement • Mme Marie-Chantal Uwanyiligira, Country Director, Banque Mondiale • M. Elhadj Malick Soumare, Spécialiste principal des marchés publics à l'échelle mondiale, Banque Islamique de Développement
09:40-10:25	Les réalisations et les défis du Réseau depuis la Deuxième Assemblée Générale à Mbabane en novembre 2022	<ul style="list-style-type: none"> • M. Alassane BA, Coordinateur du Comité Exécutif du RACOP • M. Aftar Touré MOROU, Secrétaire Général du RACOP
10:25-10:35	Mot d'ouverture	<ul style="list-style-type: none"> • M. CISSE Abdourahmane, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire
10:35-11:40	Pause-café/Photo de famille/Rencontre avec la presse	
11:40-12:40	Conférence : Le développement socio-économique grâce à la commande publique	<p>Modérateur : M. Frank Mvula, Director, Fiduciary and Inspection Department, AfDB</p> <p>Conférencier : M. Alastair Merrill, Directeur, MERRILL Solutions Ltd, Ecosse</p> <p>Q&A</p>
12:40-13:40	PAUSE DEJEUNER	
13:40-14:55	Les défis de la commande publique durable pour le développement économique africain	<p>Modérateur : M. ALASSANE BA, Coordinateur du Comité Exécutif du RACOP</p> <p>Orateur : M. Farid Yaker, Consultant, commande publique durable</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kenya : M. Thomas Otieno • Maroc : M. Hassane Zaidi • M. Kofi Awanyo, Banque Mondiale, • Mme Carey Kluttz, OCP, • M. Jean Alexandre Blanchard
14:55-15:25	PAUSE-CAFE	



Heure	Objet	Personnes ressources
15:25-16:55	Partenariat public-privé pour le développement des infrastructures en Afrique	<p>Modérateur : M. Kofi Awanyo, Responsable des pratiques en matière de marchés publics, Banque Mondiale</p> <p>Orateur : M. Jean Alexandre Blanchard, Spécialiste des Infrastructures dans le secteur des PPP</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Côte d'Ivoire : M. Moussa Kouyate • Kenya : M Thomas Otieno • Nigéria : M. Aliya Edogi Aliyu • Afrique du Sud : Mr. Tumelo Ntlaba • M. SAMBE Ababacar, Chargé Supérieur des opérations PPP, BAD
16:55-18:10	Renforcement du rôle des entreprises appartenant à des femmes, et Petites et moyennes entreprises, grâce à la commande publique	<p>Modérateur : Mme Sakinatou Balde, Responsable principal de l'environnement AFAWA, BAD</p> <p>Oratrice :</p> <p>(1) Mme Carey Kluttz, Open Contracting Partnership</p> <p>(2) M. Alastair Merrill</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ghana : M. Kwame Prempeh • Mali: Mme Fatoumata Djagoun Touré • Mozambique: Mme Albertina Carlos José Fruquia Furnane • Rwanda : M. David Kagoro Baguma • Mme Nazaneen Ali, Banque Mondiale
19:00-22:00	Cocktail de bienvenue	Par la Banque Africaine de Développement

Jour 2

Heure	Objet	Personnes ressources
08:45-10:00	Investir dans le capital humain pour améliorer les performances de la commande publique	<p>Modérateur : M. Elhadj Malick Soumare, Spécialiste principal des marchés publics à l'échelle mondiale, BID</p> <p>Orateur : Dr. Bategeka Kabagambe Levi, Chef du département des achats et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, Makerere University</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nigéria : Mme Rabiya Ozigis Yahaya • Sénégal : Mme Poulméry Ba Niang • Togo: M. Rassidi SOUMAILA • Tanzania: Mme Winifred Aloyce • Mme Kenza KHACHANI (OCDE)



Heure	Objet	Personnes ressources
10:00-12:00	Mécanismes de règlement des différends : Commissions de règlement des différends et initiatives d'accompagnement de la BAD aux Cours Africaines d'arbitrage	<p>Modérateur : M. Ashraf Hussein Ayad, Responsable de la politique de passation des marchés, BAD</p> <p>Orateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Paul KAREKEZI, Représentant de Dispute Resolution Board Foundation (DRBF) • M Augustin BARRIER, LALIVE, Conseiller <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CRCICA : Mme Malak LOTFI, Gestionnaire de cas et chercheur juridique Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international Égypte • KIAC : M. Victor MUGABE, Secrétaire Général, Centre d'arbitrage international de Kigali, Rwanda • CCJA: Mme NGO MOUTNGUI Esther, Présidente, CCJA-OHADA, La Cour Commune de Justice et d'Arbitrage, Côte d'Ivoire. • Kenya : M. Thomas Otieno • Sénégal : Mme. Poulmery Ba
THE ET CAFE SERONT DISPONIBLES PENDANT LES SESSIONS		
12:00-13:15	Introduction et opérationnalisation de la commande publique électronique en Afrique pour plus d'efficacité, de transparence et d'optimisation des ressources	<p>Orateur/Modérateur : M. Edwin Muhumuza, OCP</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Angola : M.. Osvaldo Tome Dos Santos Ngoloimwe • Botswana : Mme Tumelo Motsumi • Rwanda : Mme Joyeuse UWINGENEYE • Ouganda : M. Benson Turamy
13:15-14:15	PAUSE DEJEUNER	
14:15-15:30	Contributions de la MAPS au développement économique durable en Afrique – cas des pays	<p>Orateur/Modérateur : M. Nicolas, Penagos, Responsable, Secrétariat de la MAPS</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Angola : M. Osvaldo Tome Dos Santos Ngoloimwe • Gabon : M. Bastide Ngonga • Ethiopie : M. Glendo Haji Ibsa • Ile Maurice : M. Bhagwansing Dabeesing • Mme Etel Bereslawski, Banque Mondiale • M. William Dapko, Responsable de la division des achats de l'OCI, Banque Africaine de Développement • M. Elhadj Malick Soumare, BID



Heure	Objet	Personnes ressources
<p>Groupes de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme BAMBA Massanfi épouse DIOMANDE, Présidente du Conseil de Régulation de l’Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) de la Côte d’Ivoire et actuelle Présidente du RACOP et du Comité Local. • M. Aftar Touré MOROU, Secrétaire Général du RACOP 		
15:30-18:00	<p>Modérateur :</p> <p>CINQ GROUPES DE TRAVAIL</p> <p>Chaque groupe discutera et formulera trois actions réalisables sur les thèmes suivants :</p> <p>Groupe 1 : Voies et moyens d’établir et de renforcer les organes directeurs et exécutifs du RACOP.</p> <p>Groupe 2 : Comment le RACOP peut jouer un rôle dans le renforcement durable des capacités des acteurs des marchés publics.</p> <p>Groupe 3 : Quelles actions le RACOP peut-il entreprendre pour promouvoir la commande publique électronique, la commande publique durable, les PPP et le contrôle des marchés publics ?</p> <p>Groupe 4 : Comment améliorer les aspects de création et de partage de connaissances du RACOP au profit de ses pays membres.</p> <p>Groupe 5 : Établir et renforcer les rapports du RACOP avec les organismes de coopération économique régionale africaine impliqués dans les marchés publics.</p>	<p>Les coordonnateurs des réseaux sous régionaux présideront leurs groupes respectifs.</p> <p>Chaque groupe élira un modérateur et un rapporteur.</p>



Jour 3

Heure	Objet	Personnes ressources
09:00-10:30	Les groupes font un rapport à la plénière	Le Secrétariat Technique enregistrera les recommandations et les convertira en plans d'action régionaux et sous régionaux.
10:30-11:00	PAUSE-CAFE	
AFFAIRES ADMINISTRATIVES DU RACOP Mme BAMBA Massanfi épouse DIOMANDE, Présidente du Conseil de Régulation de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) de la Côte d'Ivoire et actuelle Présidente du RACOP et du Comité Local.		
11:00-12:30	<ul style="list-style-type: none">Présentation du rapport moral et financier et discussions (Secrétaire Général, Secrétariat Technique)Une nouvelle politique sur l'adhésion et les droits d'adhésion et cotisations des membresModifications des statuts de l'association	Facilitateur : M. Aftar Touré MOROU, Secrétaire Général du RACOP
12:30-13:30	PAUSE DEJEUNER	
13:30-15:00	<ul style="list-style-type: none">Règlement IntérieurManuelsDivers	Facilitateur : M. Aftar Touré MOROU, Secrétaire Général du RACOP
15:00-16:30	<ul style="list-style-type: none">Élection du nouveau Président et de l'hôte de la quatrième Assemblée Générale,Présentation du nouveau Président et cérémonie de passation des charges	Facilitateur : M. ALASSANE BA, Coordinateur du Comité Exécutif
CEREMONIE DE CLOTURE		
17:00-18:00	<ul style="list-style-type: none">Mots de fin et perspectives d'avenirCommuniqué finalExpression de remerciementsBADMme Boutheina Guermazi, Directrice, Banque MondialeM. Elhadj Malik Soumare, Spécialiste principal des marchés publics à l'échelle mondiale, BIDDiscours de fin de l'hôteDiscours du nouveau Président du RACOP	
19:30-22:00	DINER DE GALA	PAR LE PAYS HOTE



Jour 4 : Activités culturelles

Heure	Objet	Personnes ressources
09:00-12:30	Visite touristique	Tous les participants
12:30-14:00	Déjeuner	Tous les participants



Ile Boulay, Côte d'Ivoire



NOTE LOGISTIQUE

La troisième Assemblée Générale du RACOP se déroule à Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire – Yamoussoukro étant la capitale administrative et politique.

Abidjan est la ville la plus peuplée des pays francophones d'Afrique de l'Ouest et la troisième ville de la Francophonie. Considérée comme le centre culturel de l'Afrique de l'Ouest, Abidjan connaît une forte croissance avec un niveau élevé d'industrialisation et d'urbanisation.

LIEU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les plénières et les réunions de travail auront lieu au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, hôtel à la fois historique et moderne situé dans le quartier chic de Cocody, au bord de la lagune Ebrié.

LANGUES DE LA CONFÉRENCE

La langue officielle en Côte d'Ivoire est le français. L'anglais et le portugais seront disponibles en traduction simultanée.

HEURE DE LA CONFÉRENCE

La conférence se déroulera du lundi 13 novembre à partir de 09 H 00 au mercredi 15 novembre à 18h00.





CONFIRMATION DE PARTICIPATION

Pour confirmer leur participation, les pays membres du réseau devront fournir les informations suivantes, avant le 15 septembre 2023, aux adresses suivantes : l.kra@anrmp.ci, jp.tano@anrmp.ci.

- Nom, prénom et titre professionnel du délégué nommé ;
- Nombre de jours de participation ;
- Copie du passeport ;
- Dates de voyages (arrivée et départ) ;
- Langue préférée.

Nous vous prions également de nous transmettre les mêmes informations concernant les membres additionnels de votre délégation.

VOTRE SEJOUR

Les frais de voyage, de pension et d'hébergement des délégués nommés représentant les pays membres seront financés par le Réseau soutenu par les Co-sponsors, dont la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Islamique de Développement.

Chaque pays membre prendra en charge tous les frais de voyage des participants non sponsorisés.

PROCÉDURES D'OBTENTION DE VISA

Le processus de demande de E-visa

Les demandes de E-visa sont faites via le site www.snedai.com (seul site agréé et reconnu par le gouvernement de Côte d'Ivoire)

La demande est valable uniquement pour les détenteurs de passeports ordinaires ayant un délai de validité de 6 mois minimum, et selon le processus ci-après.

Pré-enrôlement

Enregistrement des informations et téléchargement des trois (03) documents suivants :

- La ou les page(s) d'identité du passeport,
- La réservation du billet d'avion aller-retour,
- La lettre d'invitation ou le certificat d'hébergement (à saisir et légaliser avant téléchargement pour le certificat).

NB : Les trois (03) documents listés ci-dessus sont importants pour la demande de visa. La demande de visa sera rejetée d'avance si ces documents ne sont pas correctement scannés (format JPG/PNG/GIF/PDF) et téléchargés sur le formulaire en ligne. La taille maximale par fichier doit être inférieure ou égale à 1 Mo.



Paiement des frais de visa dont la durée est de trois (03) mois (multiple-entrées) et s'élèvent à 73 Euros à ce jour par VISA ou MASTERCARD ;

Réception d'un mail instantané, accompagné d'une pièce jointe sur laquelle figure le code unique et personnel d'attestation de paiement.

Réception de la réponse de l'autorité approbatrice : Direction de la Surveillance du Territoire (D.S.T.)

Le requérant reçoit à son adresse électronique dans un délai de 48h, jours ouvrables, un document (sur lequel figure un code-barres) qui est la réponse de l'autorité (approuvée ou refusée).

NB : Le document du pré-enrôlement approuvé est valable pour 3 mois à compter de la date d'approbation.

Enrôlement à l'aéroport

Le demandeur embarque avec le document « Pré-enrôlement approuvé » et se présente à son arrivée à l'aéroport d'Abidjan à l'espace « Visa aéroport ». Il y effectue son enrôlement biométrique et le visa est imprimé et délivré immédiatement. Les box d'enrôlement du E-visa sont disponibles 24h/24 et 7jours/7.

N.B : L'enrôlement (la prise d'empreintes et la photo) est obligatoire pour chaque demande de visa, même si le demandeur a déjà obtenu plusieurs visas.

Liste des documents physiques à présenter à l'aéroport d'Abidjan

- L'original du reçu d'inscription des frais du visa ;
- Le Document du pré-enrôlement approuvé (Réponse favorable des services de validation des demandes de E-visa) ;
- Le passeport en cours de validité pour six mois minimum ;
- Le certificat international de vaccination contre la fièvre jaune.



COVID-19 ET MESURES SANITAIRES

En Côte d'Ivoire, aucune attestation de COVID-19 négatif ou certificat de vaccination n'est exigé. Cependant, le voyageur sera soumis à un contrôle systématique de température. Les voyageurs sortants de la Côte d'Ivoire seront soumis au contrôle des documents sanitaires relatifs à la COVID-19 selon les recommandations des pays de transit et de destination par les compagnies aériennes.

La preuve de vaccination contre la fièvre jaune est obligatoire (carnet de santé à jour ou preuve numérique). Les traitements de prévention du paludisme et les vaccins suivants sont recommandés avant le départ: hépatites virales A et B, diphtérie, méningite A et C, typhoïde.

Plus d'infos : <https://ivory-coast.visahq.com/customs/>

DEPLACEMENTS

Votre arrivée : Des véhicules seront disponibles pour les transferts de l'aéroport vers votre hôtel.

Vous serez accueillis dans le hall « arrivée » par une hôtesse qui tiendra une pancarte avec le logo « RACOP ».

En cas de besoin, vous pourrez contacter le responsable de la logistique au : +225 07 07 17 88 89 (M. KOFFI)

Pour vos sorties personnelles : Il existe des applications pour des réservations de taxis en Côte d'Ivoire : Uber, Yango et Heetch. Ces applications sont disponibles sur Playstore et Appstore.

AUTRES HOTELS RECOMMANDÉS

Tous les participants non sponsorisés sont invités à faire une réservation dans un des hôtels ci-dessous que nous recommandons, en les contactant directement.

Nous vous prions de noter que chaque participant non sponsorisé devra régler sa facture d'hébergement et toute dépense annexe dans son intégralité au moment du départ.

Une navette sera mise à votre disposition matin et soir afin d'effectuer le déplacement entre les différents hôtels et le lieu de la conférence. Les horaires des navettes vous seront communiqués sur place.

Nom de l'hôtel	Localisation	Tarifs des chambres (petit déjeuner inclus)
	Plateau Avenue Terrasson De Fougères Angle, Rue Gourgas. Tél : (+225) 2720232023 Email: abidjan.reservation@accor.com	Entre 155.000 FCFA et 350.000 FCFA (de la chambre supérieure à la suite)
	Plateau Avenue Lamblin, Rue Colomb Tél : (+225) 25 20 00 67 00 Email: info.abidjan@seenhotels.com	Entre 75.000 FCFA et 140.000 FCFA (chambre standard ou suite junior)
	Marcy Boulevard Valéry Giscard d'Estaing Tél: (+225) 27 21 22 25 55 Email: reservationaha@azalaihoteles.com	Entre 135.000 FCFA et 160.000 FCFA (de la chambre standard à la chambre «executive»)



RESTAURATION

Repas	Participants hébergés au SOFITEL	Participants hébergés dans les autres hôtels	Précisions
Petit-déjeuner	Compris dans le tarif de la chambre	À la charge du participant. Les hôtels recommandés ont des formules prenant en compte le petit-déjeuner	
Déjeuner	Offert à tous les participants sur le site de la conférence (du lundi au mercredi)	Offert à tous les participants sur le site de la conférence (du lundi au mercredi)	Le jeudi midi le déjeuner sera pris sur le site de la sortie champêtre. Journée du vendredi : Départ ou quartier-libre (*).
Dîner	Compris dans le tarif de la chambre (du lundi au jeudi)	À la charge du participant	Mercredi soir le dîner de clôture est offert à tous les participants.

(*) Fin de la prise en charge par les sponsors

ELECTRICITÉ ET UNITÉ DE MESURE

Vous pouvez utiliser vos appareils électriques en Côte d'Ivoire si leur tension est comprise entre 220 et 240 V (comme au Royaume Uni, en Europe et en Asie). Si non, prévoyez un adaptateur de fiche d'alimentation.



TENUE VESTIMENTAIRE ET CLIMAT

La Côte d'Ivoire est la zone de transition entre le climat équatorial humide et le climat tropical sec, avec des précipitations abondantes au Sud.

En novembre il est probable d'avoir quelques épisodes pluvieux et des températures comprises entre 26° et 28°C.

Les salles où se déroulent les travaux sont toutes équipées de la climatisation. Les tenues de travail devront donc tenir compte des facteurs sus-indiqués.

Pour le dîner de clôture, le code vestimentaire sera « smart casual ».

Pour la sortie (jeudi), nous vous recommandons une tenue décontractée/sportive.



DEVISE

La Côte d'Ivoire utilise le **franc CFA (XOF)**, qui a une parité fixe avec l'Euro depuis janvier 1999 :
1 Euro (EUR) = 655,957 Francs CFA (XOF) 1 FCFA (XOF) = 0,00152 EUR

Outre l'Euro, les devises les plus fréquemment échangées, à un taux variable, sont le Dollar US, le Dollar Canadien, la Livre Sterling, le Franc Suisse, le Yen Japonais, le Yuan Chinois.

Taux moyen :

1 dollar américain (USD) = 599,50 Francs CFA (XOF) 1 FCFA (XOF) = 0,00166 USD

1 livre sterling (£) = 762,51 Francs CFA (XOF) 1 Fcfa (XOF) = 0,0013 £

MOYENS DE PAIEMENT

Le mode de paiement le plus courant en Côte d'Ivoire, à l'instar de nombreux pays africains, est le paiement en espèces.

L'utilisation des cartes de débit et de crédit (Visa, Mastercard, American express) et les paiements via Mobile Money est limitée aux restaurants, hôtels et grands centres commerciaux populaires.

Des distributeurs automatiques sécurisés sont disponibles partout et notamment dans les banques et établissements financiers d'Abidjan. Chaque banque prélève une commission différente pour les retraits d'argent avec une carte étrangère.

TELECOMMUNICATION

Il existe trois opérateurs de téléphonie mobile en Côte d'Ivoire (Orange CI, MTN CI, MOOV AFRICA).

Pour téléphoner vous pouvez utiliser l'option roaming ou vous procurer en Côte une carte SIM de l'un des trois opérateurs de téléphonie mobile dès votre arrivée à l'aéroport d'Abidjan.





SECURITÉ

Nous vous recommandons de suivre ces mesures pour votre sécurité :

- Gardez toujours un œil sur votre portefeuille, surtout dans les lieux très fréquentés.
- Si vous portez un sac, veillez à le fermer correctement en marchant et à le garder près de vous dans un endroit approprié.
- Conservez vos documents importants et vos objets de valeur dans le coffre-fort de votre hôtel tout en le signifiant à l'hôtel contre une décharge.
- Pendant la journée, se munir d'une carte d'identité officielle (passeport, CNI)
- Évitez les endroits sombres et solitaires.
- En général, mais surtout dans les lieux publics, évitez de commenter sur les questions politiques et électorales.
- Identifiez les itinéraires d'évacuation dans tous les lieux visités, et surtout à votre hôtel.
- Si vous êtes pris dans une situation potentiellement violente, telle qu'une manifestation publique, cherchez immédiatement à vous abriter dans des hôtels haut de gamme (Sofitel, Novotel, Pullman, Noom Hôtel, Radisson Blu, Azalai, Ibis Hôtel, Movenpick, Le Wafou, etc.) ou dans de grands bâtiments publics, tels que des bibliothèques, des théâtres, des hôpitaux ou des musées.
- N'utilisez les cartes de crédit et de débit que dans les institutions reconnues.
- Si possible, demandez un reçu pour chaque achat.

CONTACTS UTILES

RENSEIGNEMENTS/ASSISTANCE

En Côte d'Ivoire :

Mme KRA Linda, l.kra@anrmp.ci / Tél. : (225) 27 22 40 00 40 / Cel : (225) 05 74 89 39 25

M. ODOUA Jean-Hervé, Tél. : (225) 27 22 40 00 40 / Cel : (225) 05 04 51 44 00.

Au Togo :

Mme Kpandjapou Fati DATAGNI, Tél. : (228) 93 56 63 63

Abdoul Rafiou LASSISSI, Tél. : +228 90 79 83 32 ; Email: stracop.appn@gmail.com en copiant : fatidat@yahoo.fr /raflassissi@yahoo.fr

Contact du point-focal en charge des questions médicales :

M. DJORO Rodrigue : (225) 05 46 01 95 70



PRÉSENTATION DES SPEAKERS

Conférence 1 : Le développement socio-économique grâce à la commande publique

Conférencier



Alastair Merrill

MA FCIPS, FRSA

Alastair a plus de 35 ans d'expérience dans un large éventail de contextes du secteur public, internationaux, diplomatiques et opérationnels, offrant une perspective unique sur la transformation commerciale et le développement de stratégies.

Alastair combine un rôle de directeur adjoint de l'Université de St Andrews, responsable de la gouvernance d'entreprise, avec la fourniture de services de conseil stratégique par l'intermédiaire de sa société, Merrill Solutions Ltd. Il a travaillé avec des gouvernements et des organisations internationales des secteurs public et privé dans le monde entier, conseillant sur tous aspects de la réforme des marchés publics, de la gestion des risques et de la gouvernance d'entreprise.

Alastair a occupé les postes de directeur commercial et de directeur des achats au sein du gouvernement écossais décentralisé de 2009 à 2015. Il est l'architecte du « modèle écossais de passation des marchés publics » de renommée internationale et a dirigé avec succès le vaste programme de changement nécessaire à sa mise en œuvre dans le secteur public écossais. Il reste un défenseur influent de la réforme des marchés publics en tant que catalyseur stratégique de l'élaboration des politiques et de la prestation de services publics.

Particulièrement intéressé par l'utilisation des marchés publics pour apporter de l'innovation et des avantages sociaux, environnementaux et économiques locaux durables, Alastair a été le pionnier de l'introduction d'une « obligation d'approvisionnement durable » dans la législation primaire. Il a été l'un des premiers défenseurs de l'utilisation des marchés publics électroniques et de l'analyse des données pour assurer une plus grande transparence des dépenses publiques, améliorer la prise de décision et lutter contre la fraude et la corruption. Il a dirigé une série d'initiatives visant à encourager les PME en tant que moteurs de la croissance économique et à placer la durabilité au cœur des achats publics.

Alastair a reçu un prix exceptionnel pour les services liés aux achats décernés par GO Procurement Awards en 2015 et est conférencier invité au prestigieux programme international de maîtrise en gestion des marchés publics de l'Université Tor Vergata.



Modérateur



Frank MVULA

*Directeur du Département des services fiduciaires et de l'inspection,
Banque Africaine de Développement*

M. Frank Mvula est un citoyen zambien actuellement employé en tant que Directeur des Services fiduciaires (approvisionnement et gestion financière) et de l'inspection depuis octobre 2018. Il possède plus de 20 ans d'expérience dans les domaines de l'approvisionnement, de l'eau et de l'assainissement, du développement des infrastructures et de la gestion de projets. Il est actuellement responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques fiduciaires.

Il a été Directeur National de la Banque Africaine de Développement au Malawi de 2017 à 2018. À ce titre, il a mené le dialogue politique avec le gouvernement du Malawi et d'autres partenaires de développement. De 2014 à 2017, il a été directeur de la division des achats, supervisant une équipe de plus de cinquante professionnels des achats à travers le continent. Il a dirigé la surveillance fiduciaire du portefeuille du Groupe de la Banque et a fourni des services consultatifs à la haute direction sur la politique, la stratégie et un large éventail de questions d'approvisionnement liées aux opérations de la Banque dans tous les secteurs. De 2009 à 2013, il a travaillé en tant que Coordinateur régional en chef de la passation des marchés, en Afrique de l'Est et en Afrique Australe, où il a été le fer de lance des réformes en matière de passation des marchés. Il a rejoint la Banque Africaine de Développement en 2003 en tant qu'architecte principal/spécialiste de la mise en œuvre au sein du Département du développement humain et social.

Avant de rejoindre la Banque Africaine de Développement, M. Mvula a travaillé à la Lusaka Water and Sewerage Company en tant que Directeur des services commerciaux en 2003, Directeur de projets/ingénieur principal entre 1998 et 2003, et Ingénieur diplômé entre 1995 et 1996. Il a également travaillé en tant que chargé de cours et de développement du personnel à l'université de Zambie de 1996 à 1998.

M. Mvula est titulaire d'une maîtrise en génie sanitaire de l'IHE Delft, Institut pour l'éducation à l'eau des Pays-Bas, et d'une licence en génie civil de l'Université de Zambie, Lusaka.



Conférence 2 : Les défis de la commande publique durable pour le développement économique africain

Conférencier



M. Farid Yaker

Consultant, commande publique durable

Farid Yaker, expert senior, est spécialisé dans le soutien aux pays émergents pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de marchés publics durables.

Il a dirigé les travaux du PNUE sur les marchés publics durables de décembre 2008 à mars 2023.

À ce titre, il a dirigé la publication de nombreuses publications du PNUE, notamment les revues périodiques Global SPP Reviews et les directives de mise en œuvre du SPP. Farid Yaker a supervisé le développement de la méthodologie de l'ODD 12.7.1 et les deux premiers exercices de collecte de données en 2020 et 2022.

Farid a enseigné l'économie agricole à l'université de Blida, en Algérie, de 1988 à 1990, avant de rejoindre l'ONG internationale Enda (Environmental Development Action) après le sommet de Rio auquel il a participé en 1992.

Farid a pris la direction du bureau européen d'EnDA avant de rejoindre le PNUE.

Il est titulaire d'une maîtrise en économie agricole de l'université de Californie à Davis, aux États-Unis.

Modérateur

Alassane BA

Coordinateur du Comité Exécutif du RACOP

Alassane BA est le Président de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (ARMDS) réélu pour un mandat de cinq (5) ans à l'issue de la deuxième session extraordinaire, tenue le jeudi 7 avril 2022, dans la salle de réunion de l'ARMDS. Cette réélection traduit la confiance renouvelée par les plus hautes autorités et par ses pairs du Conseil de régulation. En effet, au cours de son premier mandat de membre du Conseil de régulation (mars 2017 à mars 2022), il est élu Président le 18 février 2021 suite au départ de son prédécesseur. Et depuis il dirige cette autorité administrative indépendante dont la mission principale est d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de service public en vue d'en croître la transparence et l'efficacité. Actuellement dans son second mandat depuis le 30 mars 2022, il promet une gouvernance vertueuse basée sur le strict respect des principes cardinaux de la commande publique.

Ingénieur des Constructions Civiles de Classe Exceptionnelle, il a occupé de mars 2012 à 2015, les fonctions de Conseiller Technique au Cabinet du Premier ministre et de février 2015 à mars 2017, il a été Chef de la Cellule Développement des Infrastructures et des Industries. D'août 2015 à novembre 2015, Alassane BA est désigné par le Premier ministre Président par intérim du Comité d'Organisation du Sommet Afrique-France 2017.

Il est détenteur d'un Doctorat (PHD) obtenu en 1993 à l'Institut de Géodésie de la Photo-aérienne et de la Cartographie de Moscou (Russie). Mais, suite à ses études supérieures dans la même Université de 1983 à 1989, il avait déjà en poche son Diplôme d'Ingénieur Cartographe. Il a obtenu son dernier diplôme de Maîtrise en Géo-développement durable en 2011 à l'Université de Sherbrooke du Québec. Monsieur BA a effectué plusieurs voyages d'études et stages de formation à travers le monde.

Réalisateur de la Carte du réseau Total-Mali (parue en 200 exemplaires) et de la Carte touristique du Mali (parue en 5 000 exemplaires) pour le compte du Ministère chargé du Tourisme, Alassane BA parle couramment le Français, le Russe, l'Anglais, le Bambara, le Ouolof, le Peulh et le Sonrhai.





Conférence 3 : Partenariat public-privé pour le développement des infrastructures en Afrique

Conférencier

M. Jean Alexandre BLANCHARD

Infrastructure Professional in PPP Sector

Professionnel des infrastructures avec plus de 20 ans d'expérience dans les domaines des transports, des infrastructures et des PPP, M. BLANCHARD a passé ses premières années au sein du Ministère des Transports français, développant son expertise des PPP dans l'ouverture à la concurrence du secteur ferroviaire français avec de grands projets d'infrastructure en PPP tels que les LGV «Sud Europe Atlantique» et «Bretagne Pays-de-la-Loire».



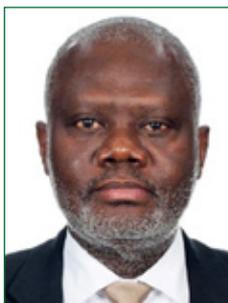
M. BLANCHARD a ensuite rejoint la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) en 2008 pour près de 9 ans : d'abord en tant que spécialiste des PPP/concessions en Russie, où il a dirigé une série de transactions/initiatives visant à atteindre des objectifs de transition ou d'investissement/de financement en relation avec des projets d'infrastructure en Russie, dans le cadre de projets de concession de PPP ou d'infrastructures, puis en tant que banquier principal en Russie et en Asie centrale.

Il est ensuite devenu gestionnaire de fonds au sein du Fonds de préparation des projets d'infrastructure de la BERD (IPPF) en 2015, couvrant la composante PPP de ce mécanisme, développant des projets PPP pour le compte des autorités biélorusses, égyptiennes et ukrainiennes.

En 2017, il est retourné au ministère français des Transports en tant que directeur principal des concessions, puis chef adjoint du département des achats de PPP autoroutiers, couvrant tous les appels d'offres de concessions autoroutières du ministère. Il a récemment rejoint Île-de-France Mobilités, l'autorité en charge des transports publics de la région Île-de-France (12 millions d'habitants, y compris la capitale française, Paris), en tant que Directeur - Mise en concurrence du secteur ferroviaire urbain, supervisant la préparation, la planification et l'organisation des appels d'offres mettant en concurrence les services ferroviaires régionaux et urbains.

En outre, M. Blanchard est un formateur CP3P certifié depuis 2018, délivrant pour le compte de K-infrastructure (<https://www.k-infrastructure.com/>) de nombreux programmes de formation CP3P à travers l'Afrique, notamment

Modérateur



Kofi Awanyo

Ingénieur civil

Ingénieur civil et membre de la Ghana Institution of Engineers, il est actuellement responsable de la pratique (achats) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et travaille au sein de la pratique mondiale de gouvernance de la Banque mondiale. Il a travaillé à la Banque mondiale pendant plus de 25 ans sur des projets dans plusieurs pays de la région Asie de l'Est et Pacifique et de la région Afrique, notamment en Chine, en Mongolie, au Vietnam, au Malawi, en Sierra Leone, au Kenya, en Éthiopie, en Tanzanie, en Zambie, en Namibie, et le Ghana. Ses intérêts actuels incluent le soutien à la mise en œuvre des réformes des marchés publics, les marchés publics durables ainsi que la conception et la mise en œuvre de systèmes d'information sur les marchés publics et les contrats. Avant de rejoindre la Banque mondiale, il a travaillé comme ingénieur de conception/chantier/chef de projet pour des projets d'infrastructure dans les secteurs de l'eau et des transports. Il est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en ingénierie routière de l'Université de Birmingham, au Royaume-Uni.



Conférence 4 : Renforcement du rôle des entreprises appartenant à des femmes et Petites et moyennes entreprises, grâce à la commande publi

Conférenciers

Carey Klutz

Responsable des partenariats

Carey Klutz dirige notre stratégie d'engagement national et soutient la mise en œuvre de contrats ouverts dans le monde entier. Elle supervise également directement nos projets en Afrique, au Moyen-Orient et en France.

Avant de rejoindre OCP, Carey a été boursière Fulbright-Clinton auprès de la société minière nationale de Côte d'Ivoire, où elle a également soutenu le processus de partenariat pour un gouvernement ouvert. Avant d'obtenir sa bourse, Carey travaillait au sein du département de la pratique mondiale de gouvernance de la Banque mondiale, où elle se concentrait sur les contrats ouverts ainsi que sur la gouvernance des industries extractives. Elle a également occupé le poste de directrice exécutive de la Bridges of Understanding Foundation, dédiée à favoriser la compréhension entre les États-Unis et le monde arabe.

Carey est titulaire d'une maîtrise de l'Université américaine de Paris et d'un BA de l'Université de Virginie. Elle a étudié l'arabe et parle couramment le français. Carey est basé à Washington, DC.



Alastair Merrill (Cf p. 25)

Modérateur



Sakinatou BALDE

Chargée principale de l'environnement des affaires

Sakinatou BALDE est une ressortissante guinéenne qui possède 15 ans d'expérience dans des organisations multilatérales et dans le secteur privé. Elle a principalement aidé les décideurs publics à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des projets spécifiques pour permettre aux PME dirigées par des femmes de formaliser leurs activités et d'accéder au financement et aux marchés. Elle travaille actuellement en tant qu'Agent principal pour l'initiative Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA) à la Banque Africaine de Développement. AFAWA est une initiative phare qui se concentre spécifiquement sur l'augmentation du financement inclusif pour les femmes entrepreneurs en Afrique. Avant de rejoindre la BAD, elle a travaillé à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), en tant que conseillère de projet auprès du bureau de l'administrateur (N°2 de l'Organisation) et était chargée de fournir des conseils stratégiques à la haute direction sur la structuration et l'efficacité des projets de l'Organisation, en particulier en ce qui concerne l'inclusion du genre et l'autonomisation économique des femmes. Elle a supervisé la conception et la mise en œuvre du Fonds d'urgence qui vise à atténuer les impacts économiques et sociaux du Covid-19 sur les entreprises dirigées par des femmes dans plus de 30 pays africains. Avant de rejoindre l'OIF, Sakinatou a travaillé pour Euromonitor International, une société de conseil basée à Londres, où elle était chargée de coordonner des études sur le secteur privé et l'environnement des affaires, et couvrait l'Algérie, le Cameroun, la RDC, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Sakinatou est titulaire d'une maîtrise en économie du développement et d'une spécialisation en gestion de projets internationaux de l'université Panthéon-Sorbonne à Paris.



Conférence 5 : Investir dans le capital humain pour améliorer les performances de la commande publique

Conférencier



Dr. Bategeka Kabagambe Levi

Chef du département des achats et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, Makerere University

Bategeka Kabagambe Levi est un spécialiste des achats avec plus de 17 ans d'expérience dans les achats et le conseil dans le secteur public. Il est actuellement membre du conseil d'administration de l'Autorité des marchés publics et de la cession des biens publics (PPDA) de l'Ouganda, pour un deuxième mandat de 4 ans jusqu'en 2025. Il a siégé aux comités du conseil, notamment ceux des ressources humaines, des conseils, de l'audit et des risques. Le Dr Bategeka est titulaire

d'un doctorat en administration des affaires (gestion mondiale des approvisionnements) de l'Université de Nairobi et d'une maîtrise en sciences et un bachelor de l'Université Makerere. Il est professionnel des achats et membre du Chartered Institute of Procurement and Supply du Royaume-Uni (MCIPS-UK). Il est également praticien certifié en approvisionnement (CPP) de l'Institut des professionnels de l'approvisionnement d'Ouganda (IPPU).

Le Dr Bategeka a été à deux reprises président de l'Institut des professionnels des achats d'Ouganda pour un mandat de 3 ans. Au cours de cette période, il a soutenu le renforcement des capacités en matière de passation des marchés publics en Ouganda et dans la région. Le Dr Bategeka possède une vaste expérience en formation et en conseil en passation des marchés dans les domaines institutionnels, réglementaires, de stratégie d'approvisionnement et de gestion des contrats, propres à l'Afrique. Outre son expérience dans l'industrie, le Dr Bategeka est professeur principal à la Makerere University Business School, où il a enseigné et supervisé des étudiants de premier cycle et de troisième cycle dans divers projets de recherche. À l'Université, le Dr Bategeka a auparavant occupé le poste de directeur de l'assurance qualité de l'établissement, entre autres rôles. Actuellement, le Dr Bategeka est responsable des achats et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement à la Makerere University Business School.

Modérateur



Elhadj Malick Soumare

Spécialiste principal des marchés publics à l'échelle mondiale

Elhadj Malick Soumaré est titulaire d'un doctorat en Génie Civil et Ph.D. en Sciences de Gestion avec plus de 25 ans d'expérience en passation de marchés et en gestion de projets dans les Institutions Financières Internationales/Banques Multilatérales de Développement. Après avoir travaillé comme Chef de Projet à l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public contre le Sous-emploi (AGETIP) créée par la Banque Mondiale au Sénégal, Responsable de la Division des Passations des Marchés à la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA),

spécialiste principal des achats à la Banque Africaine de Développement (BAD), il travaille actuellement en tant que Spécialiste mondial des marchés publics à la Banque Islamique de Développement (BID).



Conférence 6 : Mécanismes de règlement des différends : Commissions de règlement des différends et initiatives d'accompagnement de la BAD aux Cours Africaines d'arbitrage

Conférenciers



Paul KAREKEZI

Représentant de la Dispute Resolution Board Foundation

M. Paul Karekezi est membre du Conseil de la région 2 (Afrique, Asie, Europe et Moyen-Orient) de la Dispute Resolution Board Foundation (DRBF), une organisation mondiale qui s'engage à promouvoir l'utilisation des Dispute Boards [(DB) Comité de règlement des différends] comme méthode de prévention et de résolution des conflits. La DRBF est une organisation à but non lucratif enregistrée aux États-Unis sous le numéro 501(c)3. Avant sa nomination au conseil d'administration en 2022, il a été représentant de la DRBF au Kenya pendant près de 10 ans.

M. Karekezi a été jusqu'en 2020 le Directeur Général de GIBB Africa Limited, une société de conseil en ingénierie et en environnement très présente en Afrique. Il en est actuellement le Président Exécutif.

Depuis le début des années 1990, M. Karekezi a fourni une assistance à diverses entités du secteur public à travers l'Afrique dans la passation de marchés de travaux pour des projets d'infrastructure, principalement financés par des banques de développement multilatérales et des institutions financières internationales. Ces projets comprennent à la fois des contrats traditionnels et des partenariats public-privé.

M. Karekezi est ingénieur agréé, membre du Chartered Institute of Arbitrators (Royaume-Uni), médiateur accrédité par le Chartered Institute of Arbitrators (Royaume-Uni) et arbitre - il figure sur la liste des médiateurs agréés de la Fédération Internationale des Ingénieurs Conseils (FIDIC).



Augustin BARRIER

Avocat

Augustin Barrier a rejoint LALIVE en 2016. Il pratique principalement l'arbitrage international, y compris l'arbitrage commercial et l'arbitrage de traités d'investissement dans un large éventail de secteurs d'activité, y compris l'industrie pétrolière et gazière et les énergies renouvelables, l'exploitation minière, les joint-ventures, l'approvisionnement et la distribution et les investissements étrangers, notamment en Europe et en Afrique. Il est intervenu en tant que conseil dans de nombreuses procédures arbitrales internationales sous l'égide de diverses

institutions (CCI, LCIA, SCC, NAI, CCJA, CIRDI) ainsi que dans des procédures ad hoc régies par un éventail de droits substantiels et procéduraux, tant de droit commun que de droit civil, tels que le droit français, suisse, suédois, anglais, algérien, nigérian, mauritanien, OHADA et le droit international. Il publie régulièrement des contenus relatifs au droit international, à l'arbitrage international et au droit de l'arbitrage. Il contribue également à la préparation de la Revue des revues pour le Journal du Droit International (Clunet).



Augustin Barrier est membre de plusieurs associations professionnelles, dont le Forum des jeunes arbitres de la CCI (YAF), le Groupe des jeunes arbitres internationaux de la LCIA (YIAG), CFA-40, Young ICCA, Young ITA, ASA below 40 et l'Association africaine d'arbitrage (AFAA). Il est co-fondateur du chapitre suisse de l'association ENERAP (Energy-Related Arbitration Practitioners).

Avant de rejoindre LALIVE, Augustin Barrier a pratiqué l'arbitrage international au sein de cabinets internationaux de premier plan à Paris, où il a également pratiqué le contentieux commercial et le contentieux de la criminalité en col blanc.

Augustin Barrier est titulaire d'une licence de droit de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, d'un master en droit économique de Sciences Po Paris et d'un master en contentieux, arbitrage et ADR de l'Université Paris II Panthéon-Assas.

Modérateur



AYAD Ashraf Hussein

Chef de division des acquisitions en charge des politiques

Ashraf Ayad, cumule plus de 22 ans d'expérience dans le domaine de la passation de marchés et de la gestion de projets. Il possède en particulier une vaste expérience dans l'élaboration d'accords de passation de marchés efficaces et dans le suivi des performances en matière de passation de marchés dans le cadre de projets de différentes tailles et de différents niveaux de complexité. M. Ayad est actuellement le premier responsable de la politique de passation des marchés de la Banque Africaine de Développement (BAD), chargé de l'élaboration de divers outils et documents de politique en matière de passation des marchés. Il a contribué de manière significative à l'élaboration de l'actuel cadre de passation des marchés de la BAD et a également été sélectionné comme membre du groupe de haut niveau, chargé de l'examen de la politique de passation des marchés de la Banque Islamique de Développement (BID). Avant de rejoindre la Banque, il a travaillé comme expert en développement commercial et en passation de marchés en Égypte, en Namibie et au Swaziland, où il a assumé différentes fonctions. Au cours de cette période, il a élaboré des stratégies d'appel d'offres et des analyses de marché pour des entreprises du secteur privé. Il a également été membre de plusieurs comités de haut niveau chargés d'approuver des marchés de grande valeur, des réclamations, des modifications de contrats et des plaintes. M. Ayad est titulaire d'un MBA de l'Université américaine du Caire. Il a également été certifié par le Project Management Institute, Pennsylvanie, États-Unis, en tant que Project Manager Professional (PMP), en juin 2002. Il a également obtenu une licence en génie civil à l'université du Caire en 1992.



Conférence 7 : Introduction et opérationnalisation de la commande publique électronique en Afrique pour plus d'efficacité, de transparence et d'optimisation des ressources

Conférencier / Modérateur



M. Edwin MUHUMUZA

Responsable Afrique, OCP

Edwin Muhumuza est responsable de l'Afrique au sein de l'Open Contracting Partnership (OCP), où il dirige le portefeuille visant à ouvrir et à transformer les marchés publics sur tout le continent africain. Edwin travaille avec des équipes gouvernementales de premier plan dans plusieurs pays africains, chargées de repenser les processus et les systèmes gouvernementaux grâce à des données ouvertes, un meilleur engagement civique et commercial, la surveillance et la recherche. À travers des engagements avec des décideurs de haut niveau aux niveaux national, régional et mondial, il plaide en faveur de changements dans la manière dont les marchés publics et les systèmes de passation des marchés servent aux gouvernements africains et leurs citoyens, faisant passer les marchés publics d'un processus complexe basé sur la documentation physique et axé sur la conformité, vers un processus digital ouvert et axé sur les résultats offrant à la fois un service avec un bon rapport qualité-prix et des retombées pour le plus grand nombre.

Avant de rejoindre OCP, Edwin a travaillé au sein de la Public Procurement and Disposal of Public Assets Authority (PPDA), le régulateur des marchés publics en Ouganda, où il a gravi les échelons jusqu'au poste de Directeur des Affaires Commerciales. Il était responsable de la stratégie, des partenariats et du suivi des performances et a été à l'avant-garde de certaines initiatives de réforme clés telles que la digitalisation des marchés publics, les contrats ouverts et la promotion de partenariats avec des acteurs non étatiques dans le suivi des contrats.

Edwin est titulaire d'une licence en Economie de l'Université Makerere, d'un Master of Science en Marchés Publics et d'un Master en Politiques Publiques et Développement International de l'Université de York (Royaume-Uni). Il a suivi plusieurs cours de troisième cycle en développement du leadership, politiques publiques, suivi et évaluation, planification stratégique, pour ne citer que ceux-là.



Conférence 8 : Contributions de la MAPS au développement économique durable en Afrique – cas des pays

Conférencier / Modérateur



M. Nicolas PENAGOS

Responsable Secrétariat de la MAPS

Nicolas Penagos est le chef du Secrétariat MAPS (Méthodologie d'évaluation des systèmes de passation des marchés) hébergé par l'OCDE à Paris. Avant de rejoindre le Secrétariat du MAPS, il était responsable de l'Amérique latine au sein de l'Open Contracting Partnership. Avant cela, il était Directeur par intérim et directeur adjoint de l'Agence nationale des marchés publics de Colombie. Nicolas est titulaire d'une double licence en génie industriel et en mathématiques ; et d'un master en développement durable de l'Université Paris - Dauphine.



Facilitateur



Aftar Touré MOROU

Secrétaire Général du RACOP

Formé à l'Ecole Nationale d'Administration en France (Promotion Jean ZAY), à Sciences Po Strasbourg et diplômé de l'Institut de Formation du Fonds Monétaire International en gestion macroéconomique et politique budgétaire, Aftar Touré MOROU est actuellement Directeur Général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) du Togo, et assure parallèlement le rôle de Secrétaire Technique du Réseau africain de la commande publique. Il cumule 15 années de solides expériences sur les questions macro financières, de conseil stratégique auprès du secteur public et du secteur privé, sur des questions d'investissement, de réformes budgétaires, de politique économique, et de la commande publique. Avant d'être au cabinet du ministre de l'économie et des

finances du Togo, comme conseiller et chargé de mission, Aftar était économiste à la division budget de l'Etat, à la direction générale du budget et des finances du Togo.

Avec l'appui de son équipe et des acteurs nationaux, il a, entre 2019 et 2023, contribué activement à la réforme de la gestion de la commande publique ayant permis de moderniser intégralement le cadre institutionnel et réglementaire de la commande publique au Togo, à la production d'une étude sur la professionnalisation de la fonction de passation des marchés publics, favorisé la création de l'institut africain de la commande publique au Togo, élaboré un projet de politique nationale de la commande publique avec pour objectif d'opérer un glissement du droit de la commande publique vers un instrument de politique économique. Il est CHOISEUL 100 AFRICA respectivement entre 2019 et 2023 et alumni du programme de leadership IVLP du département d'Etat américain. Il détient la médaille du Territoire de Belfort (2013).



Bajabulile Swazi Tshabalala

Vice-président principal, Groupe de la Banque Africaine de Développement

Mme Bajabulile Swazi Tshabalala est la première vice-présidente du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), ayant été nommée à ce poste en novembre 2021. Auparavant, elle était vice-présidente des finances et directrice des finances depuis novembre 2018 et première vice-présidente par intérim de mars 2020 à octobre 2021.

Relevant directement du président de la Banque, Mme Tshabalala assume de vastes responsabilités en matière de coordination du programme de travail global de l'ensemble du groupe, dans le cadre de la réalisation de la stratégie à long terme de la Banque et de ses cinq grandes priorités opérationnelles.

En tant que première vice-présidente du Groupe de la Banque, elle est chargée de la supervision du programme opérationnel de prêt du Groupe de la Banque, ainsi que de la gestion globale des principales fonctions administratives du Groupe de la Banque, notamment la stratégie et les politiques opérationnelles, la programmation et la budgétisation, l'élaboration des politiques d'approvisionnement et de gestion financière des opérations et leur mise en œuvre, l'assurance de la qualité des opérations, la livraison et la gestion des performances, entre autres. En tant que Vice-présidente principale, elle préside également le Comité de coordination de la haute direction (SMCC), le Comité des opérations (OpsCom) et le Comité de pilotage Wakanda, tout en supervisant la réalisation des principales stratégies d'entreprise et des activités du programme de travail conformément aux engagements clés pris envers les pays membres du Groupe de la Banque à la suite de l'historique de la 7^e augmentation générale du capital (AGC VII) et de la 15^e reconstitution du Fonds africain de développement (FAD 15) de la Banque.

Mme Tshabalala a près de 30 ans d'expérience dans les domaines de la finance, de la gestion de trésorerie, des opérations sur le marché des capitaux et des investissements. Elle est titulaire d'une licence en économie de l'université Lawrence (1989) et d'un MBA de l'université Wake Forest (1992), tous deux aux États-Unis.



M. William DAKPO

Chef de division des acquisitions par intérim, Banque Africaine de Développement

Mr William DAKPO, cumule une expérience de 30 ans dans le domaine de la passation des marchés et de la gestion des contrats dont 21 ans au sein des Banques Multilatérales de Développement. Il dispose d'une solide expérience en Montage et exécution de projets de développement de complexités diverses en Afrique. Il a également été impliqué dans plusieurs évaluations de systèmes nationaux de passation des marchés, a soutenu des réformes et a conduit des dialogues dans le domaine des marchés publics dans divers pays. Mr DAKPO occupe en ce moment le poste de Chef de Division passation des marchés par intérim à la Banque Africaine de Développement (BAD). A cette position, il supervise pour le compte de l'institution toutes les opérations en cours d'exécution et en instruction dans les 27 pays de la Division composée des régions

Afrique du Nord, du Centre et de l'Ouest. Mr DAKPO est titulaire d'un MScA en Génie Civil de l'Ecole polytechnique de Montréal (1993) et d'un diplôme d'Ingénieur des Travaux Publics (1988) de l'ENTP-d'Alger.



Boutheina Guermazi

Directeur de l'intégration régionale de la Banque mondiale Afrique, Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Mme Guermazi, de nationalité tunisienne, a rejoint la Banque en 2004 en tant que spécialiste de la réglementation. Elle a depuis occupé plusieurs postes à responsabilité progressive au sein des équipes des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), notamment Practice Manager pour les équipes de développement numérique couvrant les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique, et Directrice du développement numérique à la Banque mondiale.

Elle est devenue directrice de la Banque mondiale pour l'intégration régionale pour l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord depuis le 18 octobre 2021. À ce poste, elle supervise la mise en œuvre de la stratégie d'intégration régionale du Groupe de la Banque mondiale et dirige le dialogue politique et le partenariat avec les organisations régionales, les clients nationaux et les partenaires.

Mme Guermazi est titulaire d'un doctorat en droit civil de l'Université McGill.



Marie-Chantal Uwanyiligira

Directeur Pays entrant pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo

Marie-Chantal Uwanyiligira est directrice pays de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo.

De nationalité rwandaise, elle a rejoint la Banque en tant que responsable des opérations en 1995 au bureau national du Rwanda et a par la suite acquis une vaste expérience de travail dans différents départements de la Banque mondiale.

Avant sa nouvelle mission, Marie-Chantal Uwanyiligira était responsable pays de la Banque mondiale pour Madagascar. Elle est économiste de formation avec plus de 20 ans d'expérience dans le domaine du développement. Elle a travaillé dans les différents départements de la Banque mondiale, du terrain au siège, en passant par les pratiques mondiales et la gestion nationale. Elle a occupé différents postes, notamment au niveau du groupe, en tant que chef de cabinet/chef adjoint de la direction de la Banque mondiale ; au niveau de la direction du pays, elle a dirigé la formulation et la mise en œuvre des stratégies nationales et le dialogue national de haut niveau ; au niveau sectoriel, comprenant la gestion d'un groupe de pratique du secteur de l'eau.

Elle a également été assistante du président au sein d'EXC en 2010, avant de rejoindre la région africaine en tant que coordinatrice de programme pays pour le Cap-Vert/Gambie/Guinée-Bissau/Sénégal.

Elle a également été responsable de la pratique mondiale de l'eau et chef de cabinet adjoint du président du Groupe de la Banque mondiale. Sa récente mission était celle de chef de bureau du directeur général de la Banque mondiale. Son expérience antérieure à la Banque comprend des postes de direction dans le secteur privé ainsi que des missions d'enseignement dans des universités.

Marie-Chantal Uwanyiligira est titulaire d'un master en économie et gestion d'entreprise.



Elmas Arisoy

Responsable régionale des achats

Elmas Arisoy est responsable régionale des achats pour la région de l'Afrique orientale et australe au sein de la pratique mondiale de gouvernance de la Banque mondiale depuis juillet 2022. Elle supervise actuellement les achats opérationnels dans les pays d'Afrique orientale et australe dans le cadre des projets financés par la Banque et travaille en étroite collaboration avec les pays clients. en soutenant leurs activités de réforme des marchés publics. Elle travaille à la Banque mondiale depuis plus de 23 ans et a auparavant travaillé dans les régions Europe et Asie centrale, Asie de l'Est et Pacifique et Asie du Sud de la Banque mondiale, notamment en tant que responsable régionale des achats au cours des 10 dernières années.

Elle a été impliquée dans chaque étape du cycle de projet des projets financés par la Banque et a également dirigé des travaux analytiques sur les marchés publics au niveau national en dirigeant les examens d'évaluation des marchés publics, l'utilisation des évaluations des systèmes nationaux, etc. dans plusieurs pays. Au cours de la période 2018-2022, elle a guidé son équipe dans la réalisation d'évaluations des marchés publics à l'aide de l'outil MAPS au Bangladesh et en Inde, qui ont été très appréciées par les pays et les recommandations sont en cours de mise en œuvre. Elle a également supervisé la mise en œuvre d'une réforme globale des marchés publics dans le cadre d'un projet au Bangladesh, qui était le premier et le seul projet de ce type financé par la Banque.

Avant de rejoindre la Banque, Mme Arisoy, de nationalité turque et ingénieure de formation, a travaillé pour le ministère du Tourisme en Turquie pendant environ 10 ans en tant qu'ingénieur, spécialiste en passation des marchés et chef de projet dans la conception et la mise en œuvre d'infrastructures financées par le gouvernement et la Banque mondiale. projets le long du littoral égéen et méditerranéen. Elle est titulaire d'un baccalauréat ès sciences et d'une maîtrise de l'Université technique du Moyen-Orient, en Turquie, en génie de l'environnement.



Etel Patricia Bereslawski

Responsable des achats pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Banque mondiale
Responsable des achats pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Banque mondiale

Etel Patricia Bereslawski, de nationalité argentine et espagnole, a rejoint la Banque en 2008 en tant que spécialiste principale des achats au sein de l'unité du secteur des achats dans la région Amérique latine et Caraïbes.

Depuis, elle a occupé divers postes en tant que spécialiste principale des achats, coordinatrice des achats du hub et spécialiste principale des achats dans les régions de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Asie de l'Est et du Pacifique à la Banque mondiale. Depuis février 2020, elle est responsable des achats pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord pour la Banque mondiale basée au Caire.

Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle a travaillé pour plusieurs organisations internationales, telles que le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, l'Union européenne et la Banque asiatique de développement, ainsi que pour l'une des plus grandes sociétés de conseil espagnoles. Au total, elle compte plus de 30 ans d'expérience et a vécu et travaillé dans dix pays différents (Argentine, Mozambique, Cap-Vert, Angola, Espagne, Honduras, Philippines, États-Unis, Brésil et Chine).

Etel Patricia Bereslawski est titulaire d'une maîtrise en génie civil de l'Université de Buenos Aires, d'un troisième cycle en ressources en eau et en hydrogéologie de l'Institut d'hydrologie de Madrid et de l'Université polytechnique de Catalogne, ainsi que d'un certificat en sciences de l'environnement de l'Université de Harvard, Massachusetts et d'un Master LLM en droit et politique des marchés publics de l'Université de Nottingham (2015).



Nazaneen Ismail Ali

Procurement Manager

Nazaneen I. Ali est responsable des pratiques d'approvisionnement pour la Banque mondiale dans la région Afrique occidentale et centrale, basée à Washington, DC.

Elle a plus de 17 ans d'expérience dans les services opérationnels et de conseil en matière de marchés publics, travaillant avec les gouvernements sur la planification et l'exécution de programmes de réforme, notamment : l'évaluation et la modernisation des systèmes de marchés publics, l'introduction d'innovations dans leurs pratiques, le renforcement des capacités et la promotion des PME et

de l'inclusion du genre.

Avant d'occuper son poste actuel, Mme Ali a dirigé plusieurs programmes de réforme des marchés publics et a occupé le poste de coordinatrice du centre de la Banque mondiale pour les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) et de l'Afrique de l'Est et du Sud (AFE). Son expérience en matière d'approvisionnement couvre des pays de tous les groupes de revenus et inclut les achats dans des zones fragiles et touchées par des conflits.

Mme Ali est titulaire d'une maîtrise en génie architectural. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle a travaillé comme architecte aux États-Unis et en Irak dans les secteurs public et privé. Elle a également donné des conférences sur la gestion de projet. En plus d'être auteur ou co-auteur de plusieurs publications sur les marchés publics, elle est également lauréate de plusieurs prix en reconnaissance de son travail et de son intégrité en matière de marchés publics.

Quelques-unes de ses publications :

1. Paysage des marchés publics des entreprises publiques dans la région MENA – 2023
2. Construire l'avenir : les marchés publics en période difficile
Moyen-Orient et Afrique du Nord – 2022
3. Les marchés publics peuvent-ils intégrer des politiques d'autonomisation socio-économique
Mise en œuvre? – 2020
4. Oui, c'est possible : les PME comblent le déficit d'infrastructures dans les pays fragiles – 2018
5. Les besoins de financement ne peuvent être satisfaits sans l'aide du secteur privé – 2015
6. L'économie politique de la réforme des marchés publics en Irak – 2014 (lauréat du défi des marchés publics pour les situations complexes de la Banque mondiale en 2014)



NOTE CONCEPTUELLE

Historique

Les représentants de quarante pays africains ont formellement créé le Réseau Africain de la Commande Publique (RACOP) à Lomé en octobre 2018 en signant ses statuts. L'objectif principal du RACOP est d'offrir une plateforme d'apprentissage et de réseautage aux décideurs, régulateurs et praticiens de ses pays membres en matière de commande publique.

Les statuts dévoilent en détail les objectifs du Réseau, établissent les règles d'adhésion et ont mis en place les organes de gestion et leurs fonctions. Les organes du Réseau comprennent le Président, le Comité Exécutif et le Secrétariat Technique basé à Lomé mais qui sera à terme affilié à l'Union Africaine.

Le RACOP est le plus grand Réseau formel de la commande publique et il renferme en son sein presque tous les pays africains regroupés en cinq réseaux sous régionaux comme suit :

Réseau sous régional de la commande publique de l'Afrique du Nord (NASPPN) : Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Sud Soudan, Tunisie – **Tunisie/Egypte**

Réseau sous régional de la commande publique de l'Afrique de l'Est (EASPPN) : Burundi, Comores, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Ile Maurice, Kenya, Madagascar, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan, Tanzanie, et Ouganda – **Ouganda/ Rwanda**

Réseau sous régional de la commande publique de l'Afrique de l'Ouest (WASPPN) : Bénin, Burkina Faso, Cape Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, and Togo - **Mali/Nigéria**

Réseau sous régional de la commande publique de l'Afrique centrale (CASPPN) : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République centrafricaine, République Démocratique du Congo, São Tomé & Príncipe et Tchad – **Gabon/République centrafricaine**

Réseau sous régional de la commande publique de l'Afrique australe (SASPPN) : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Zambie et Zimbabwe – **Botswana/Eswatini**

Le Comité Exécutif (CE) est composé des représentants des cinq (5) régions de l'Afrique comme susmentionné en gras. Ces représentants ont été élus par les membres de réseaux sous régionaux à Mbabane en novembre 2022. Les membres des réseaux sous régionaux ont aussi élu le Mali comme Coordinateur du Comité Exécutif (CE) et le Nigéria comme Coordinateur suppléant.



La Deuxième Assemblée Générale (DAG)

Les participants à la Première Assemblée Générale à Dakar en novembre 2019 ont choisi l'Eswatini comme Président du Réseau et hôte de la Deuxième Assemblée Générale jusqu'à l'organisation de celle-ci, et la Côte d'Ivoire comme Président du Réseau et hôte de la Troisième Assemblée Générale (TAG) jusqu'à son organisation. Par conséquent, la TAG se tiendra à Abidjan du 13 au 16 novembre 2023.

La DAG tenue à Mbabane a atteint ses objectifs et plus spécifiquement :

- ➔ Participation de tous les pays africains (43 pays) à la réunion de haut niveau sur la commande publique consistant en un partage de connaissances ;
- ➔ Élaboration de recommandations pour les réseaux régionaux et sous régionaux à travers les discussions de cinq groupes de travail qui formeront la base d'un plan d'action régional pour l'amélioration de la commande publique grâce à la coopération régionale ;
- ➔ Délibération réussie sur les questions administratives du RACOP.

La Troisième Assemblée Générale (TAG)

Les objectifs clés

La Troisième Assemblée Générale (TAG) du RACOP, qui sera accueillie par le gouvernement de la Côte d'Ivoire, visera à atteindre l'objectif principal du Réseau qui est de fournir aux responsables de la commande publique et aux autres acteurs clés des pays membres du RACOP une plateforme d'apprentissage et de mise en réseau.

L'Assemblée Générale a pour but de donner l'occasion aux responsables de la commande publique des pays membres d'apprendre les uns des autres, ainsi que des fonctionnaires/experts expérimentés en matière de commande publique des pays dotés de systèmes de la commande publique qui fonctionnent bien. Toutefois, les pays membres peuvent nommer davantage de participants à condition que (i) ces nominations appartiennent aux secteurs et agences concernés par la commande publique, tels que les institutions de renforcement des capacités en matière de commande publique, les organes de contrôle, la société civile, les industries de la construction, de la fabrication et de conseil et (ii) qu'ils prennent en charge leurs frais de participation, y compris les billets d'avion, l'hébergement et les pensions.



Le thème de la TAG et le calendrier

Les thèmes et la date de la TAG ont été décidés par le Comité Exécutif (CE) du RACOP lors de sa réunion du 28 mars 2023. Le Comité Exécutif a également discuté et décidé d'autres aspects de la TAG, y compris les besoins de financement et les sources de financement, le rôle du Secrétariat Technique en soutien à l'hôte pour la réussite de la TAG. Le projet d'ordre du jour de la TAG se trouve à l'annexe 1.

Afin d'atteindre efficacement les objectifs de la TAG, il est impératif que seules les parties prenantes clés, telles que les hauts fonctionnaires concernés par les marchés publics, y compris les représentants du secteur privé (secteur de la passation de marchés et de la consultation) et les organisations de la société civile (OSC) soient nommés pour participer.

Hôte, Co-sponsors, participants et ordre du jour

L'ANRMP de Côte d'Ivoire sera l'hôte et l'organisatrice de la TAG. Elle sera coparrainée par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, la Banque Islamique de Développement et d'autres BMD (à déterminer). Les principaux participants à la TAG seront les chefs des organes de régulation de la commande publique dans les pays membres du RACOP ainsi que ceux responsables du contrôle et de l'audit des marchés publics.

Les organisations de coopération africaines et d'intégration ci-après seront invitées à envoyer des délégués :

1. Union Africaine
2. Union du Maghreb Arabe (UMA)
3. Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)
4. Communauté pour les États sahélo-sahariens (CEN-SAD)
5. Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)
6. Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)
7. Autorité intergouvernementale pour le développement (AIGD)
8. Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA)
9. Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO)
10. Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)

Le Réseau supportera les frais de voyage, de pension et de séjour à l'hôtel d'un seul participant de chaque pays membre du RACOP. Toutefois, les pays membres peuvent désigner des participants supplémentaires à leurs propres frais. Les sessions de l'Assemblée seront également disponibles virtuellement. Un grand nombre de participants devraient être nommés par le pays hôte. Ces participants comprendraient des représentants de la société civile, du milieu universitaire, des soumissionnaires et des associations. Les agences des Nations Unies concernées, telles que le FIDA/OIT, qui contribuent à la capacité des responsables des marchés publics, seront également invitées.



Présentations et discussions

Chaque membre du Comité Exécutif fera une brève présentation sur les sujets clés et les questions d'intérêt commun pour les pays de leurs réseaux sous régionaux respectifs.

Des experts internationaux, y compris des Co-sponsors, feront également des présentations sur divers sujets d'intérêt liés au thème de la TAG.

Des sujets pertinents liés au thème de la TAG seront débattus par tous les praticiens de la commande publique afin de formuler des recommandations essentielles et des résolutions clés pour le bon fonctionnement de la commande publique dans leurs pays respectifs.

La TAG sera une plate-forme de travail et de réflexion en petits groupes de travail au sein desquels seront représentés les six réseaux sous régionaux de l'Afrique de l'Ouest, de l'Est, du Nord et australe, ainsi que les réseaux sous régionaux de l'Afrique centrale N° 1 et N°2.

La TAG examinera également la question de l'adhésion au Réseau, et notamment de sa viabilité. Cette question comprendra une discussion sur le niveau des cotisations et des droits d'adhésion mais comprendra aussi une discussion sur la collecte des paiements.

Lieu et durée

L'AG aura lieu à Abidjan du 13 au 16 novembre 2023

Les activités programmées

Les principales activités suivantes sont incluses dans le programme.

- ➔ Session inaugurale.
- ➔ Assemblée Générale (AG) pour échange de connaissances et d'expériences d'autres régions et celles d'Afrique.
- ➔ Point sur :
 - La viabilité du réseau
 - L'opérationnalisation du Secrétariat Technique
 - Mise en œuvre du plan d'action régional
- ➔ Approbation des amendements des statuts
- ➔ Élection du nouveau Président du Réseau et de l'hôte de la quatrième Assemblée Générale.

Le dernier jour, les participants à la TAG se répartiront en cinq groupes de travail. Chaque groupe se verra attribuer un ou plusieurs sujets en rapport avec le thème de la TAG. Chaque groupe discutera et élaborera une liste de trois questions communes et proposera des actions à mettre en œuvre par le Secrétariat Technique du RACOP.



L'équipe de coordination de la TAG

L'hôte sera soutenu par l'équipe de coordination de la TAG, qui comprendra le Président en exercice du RACOP, le Secrétaire Général du RACOP (ARCOP-Togo), des membres du Comité Exécutif, ainsi que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Islamique de Développement, comme suit :

- ➔ Mme BAMBA Massanfi épouse DIOMANDE , Présidente de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) de la Côte d'Ivoire et actuel Président du RACOP et du Comité Local.
- ➔ Les membres du Comité Exécutif du RACOP
- ➔ Le Secrétariat Technique du RACOP
- ➔ La Banque Mondiale (Sponsor)
 - M. Kouami Hounsinou Messan, Spécialiste principal des marchés publics, Bureau national de la Banque Mondiale, Lomé (Email: KMessan@worldbank.org);
 - M. Adoni Maurice, spécialiste principal en passation de marchés, Bureau National de la Banque Mondiale, Abidjan (madoni@worldbank.org)
- ➔ La Banque Africaine de Développement (sponsor) – M. William Dakpo (Coordinateur régional des marchés publics pour la région de l'Afrique de l'Ouest)
- ➔ BID (sponsor) - Mme Ndye Fatou Diongue, responsable des achats sur le terrain, Hub régional de Dakar (NDiongue@IsDB.org)

Les attentes clés de la conférence

Les attentes de la TAG en Côte d'Ivoire sont les suivantes :

- Des partages d'expérience ont lieu sur les thèmes relatifs à la TAG.
- Des connaissances sur les innovations les plus récentes en matière de commande publique sont acquises auprès des experts internationaux
- Le positionnement du RACOP comme plateforme d'apprentissage et de réseautage est confirmé et des recommandations sont demandées aux participants (scindés en groupes de travail) pour un plan d'action régional à améliorer davantage au besoin.
- Les questions administratives relatives au RACOP sont discutées et résolues si nécessaire.



Logistique, frais de voyage et autres dépenses

L'hôte, en collaboration avec le Secrétariat Technique et l'équipe de coordination, préparera une note détaillée sur la logistique, la publiera sur le site web du RACOP-APPN et la distribuera aux participants en temps voulu. Les frais de voyage, de pension et d'hébergement d'un participant de chaque pays seront pris en charge par les agences de parrainage. Les autres participants prendront en charge leurs propres frais de voyage, de pension et d'hôtel.

Les personnes ressources

Les personnes ressources sont les suivantes :

Au Togo : Mme. Kpandjapou Fati Datagni (+228) 93 56 63 63 / Abdoul Rafiou LASSISSI Tél. : +228 90 79 83 32 ; Email: stracop.appn@gmail.com en mettant en copie fatidat@yahoo.fr/ raflassissi@yahoo.fr

En Côte d'Ivoire : Mme Kra Linda, l.kra@anrmp.ci Tel (225) 27 22 40 00 40 / Cel.: 05 74 89 39 25



La Basilique Notre Dame de la Paix de Yamoussoukro, Côte d'Ivoire



www.anrmp.ci

NUMÉRO
VERT **800 00 100**

Bld Usher ASSOUAN, Rue du Lycée Français - Cocody-Riviéra 3
25 BP 589 Abidjan 25 - info@anrmp.ci - Tel : 27 22 40 00 40 - 0555 000 322 - Fax : 27 22 40 00 44